

LE 16 JANVIER, MARCHONS POUR NOS LIBERTÉS ET MOBILISONS-NOUS CONTRE LA LOI SÉCURITÉ GLOBALE ET LES AUTRES TEXTES LIBERTICIDES

Dans l'Aube, nous répondrons présents à l'appel de la coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale en organisant une marche des libertés le samedi 16 janvier à 10 h 30.

Nous continuons à demander le retrait des articles 21, 22 et 24 de la proposition de loi dite « Sécurité globale », le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) et de toute autre disposition élargissant la surveillance de masse ou faisant reculer le droit à l'information.

Rappelons que

- les articles 21 et 22 favorisent la surveillance des citoyens par les forces de l'ordre qui pourront faire usage de caméras-piétons et par des drones ;

- l'article 24 au contraire empêche la diffusion des interventions, et des débordements, des forces de l'ordre.

Surveillance pour les citoyens, impunité pour les agents du pouvoir...

La mobilisation de très grande ampleur des derniers rendez-vous montre que le pays n'est pas tout entier contaminé par le virus de l'autoritarisme. Il est encore, il est toujours temps de réagir...

L'enjeu ne mérite pas que l'on y réponde par des effets d'annonce. On parle de réécriture du texte, d'énormes rendez-vous médiatisés qui ne cachent pas que le président Macron n'a toujours pas répondu à la demande de rendez-vous qui lui a été adressée par la coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale.

Non seulement notre opposition aux dispositifs de surveillance généralisée instaurés par les drones et les caméras piétons, ou à la sélection des journalistes instaurée par le nouveau SNMO n'a pas été entendue, mais des décrets parus en décembre étendent les possibilités de fichage aux groupements et notamment aux opinions politiques ou syndicales, aux comportements et habitudes de vie...

Il suffira de penser mal pour encourir les foudres de la répression gouvernementale !

Dans ce contexte dégradé, les pressions politiques de policiers se présentant en uniforme et en plein couvre-feu devant les domiciles d'élu-e-s ou devant des tribunaux confirment nos craintes quant à l'instauration d'un véritable État policier par la combinaison du SNMO, de la proposition de loi « Sécurité globale » et du projet de loi « confortant les principes républicains ».

Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

Les derniers événements outre-Atlantique nous ont montré qu'on ne joue pas impunément avec les discours autoritaires, complaisants avec l'extrême-droite et les impunités policières. Heureusement, la démocratie, avec ses faiblesses, a su vaincre les factieux de la violence et de la désinformation débridées.

Ayons la même ambition pour nos parlementaires, après le vote de la honte de nos trois députés qui ont adopté en première lecture ce projet de loi liberticide.

Nous interpellons donc nos sénatrices, dans le département, pour qu'elles portent le message de paix, de liberté et de fraternité qui est celui de notre République universelle, lors de la deuxième lecture du projet de loi Sécurité Globale au Sénat le 24 janvier.

Et nous faisons tous nôtres ces mots du poète Paul Eluard :

« Et par le pouvoir d'un mot
Je recommence ma vie
Je suis né pour te connaître
Pour te nommer
Liberté. »